

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 SEPTEMBRE 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/433		
CONVENTION POUR LE RECOUVREMENT DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT METROPOLITAINE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT- MANDRIER-SUR-MER - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/433

BUREAU DU 18 SEPTEMBRE 2023

**O B J E T : CONVENTION POUR LE RECOUVREMENT DE LA
REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT METROPOLITAINE
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-
MANDRIER-SUR-MER - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention pour le recouvrement de la redevance assainissement et de la redevance pour la modernisation des réseaux de collecte sur la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer signée le 7 juillet 2014,

VU le projet de convention pour le recouvrement de la redevance d'assainissement métropolitaine sur le territoire de la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer ci-joint,

CONSIDERANT que sur le territoire de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer, la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone (CEO) assure la gestion du service public de distribution de l'eau potable aux termes d'un contrat de concession visé par l'autorité préfectorale le 18 décembre 2012, pour la période du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2030,

CONSIDERANT que sur le territoire de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer, la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone (CEO) assure la gestion du service de collecte des eaux usées (communes de La Seyne-sur-Mer et de Saint-Mandrier-sur-Mer) aux termes d'un contrat de délégation visé par l'autorité préfectorale le 1^{er} décembre 2015, pour la période du 22 décembre 2015 au 31 décembre 2025,

CONSIDERANT que sur le territoire de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer, la société Chateaubanne assure l'exploitation de la galerie de transport des eaux usées (depuis Lagoubran jusqu'à Amphitria) aux termes d'un contrat de concession visé par l'autorité préfectorale le 6 janvier 2014, pour la période du 15 janvier 2014 au 14 janvier 2034,

CONSIDERANT que sur le territoire de la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer la société Compagnie des Eaux et de l'Ozone (CEO) assure la gestion du service de traitement des eaux usées (station d'épuration Amphitria) aux termes d'un contrat de délégation visé par l'autorité préfectorale le 15 mars 2016, pour la période du 1^{er} avril 2016 au 30 septembre 2023,

CONSIDERANT que le recouvrement de la redevance assainissement est confié au délégataire du service d'eau potable qui en fait apparaître le détail sur la facture d'eau conformément au 1^{er} alinéa de l'article R.2224-19-7 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que les flux de recouvrement des différentes parts de la redevance doivent être précisés,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention annexée.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits en recettes au Budget Annexe de l'Assainissement, article 70611.

ARTICLE 4

DE DIRE que la présente décision rend caduque la convention du 7 juillet 2014.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 septembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONVENTION

**pour le recouvrement de la redevance d'assainissement métropolitaine
sur le territoire de la commune de SAINT-MANDRIER-SUR-MER**

ENTRE :

La **MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE** représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité à la signature des présentes par délibération du Bureau Métropolitain en date du 18/09/2023, et ci-après désignée par « la Métropole »,

de première part,

La **Société Chateaubanne**, Société par Actions Simplifiée au capital de 804 000 euros, dont le siège social est sis 3 rue de Vienne 75008 Paris, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 800 043 895, représentée par Monsieur Maximin BESSI, agissant en qualité de Président, dûment habilité à cet effet, et ci-après désignée par « le Déléataire Transport »

de seconde part,

La **Compagnie des Eaux et de l'Ozone - Procédés MP Otto (CEO)**, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le siège social est sis 21 rue de la Boétie 75008 Paris, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 800 043 895, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, Directeur du Territoire Var Provence Méditerranée, dûment habilité à cet effet, et ci-après désignée par « le Déléataire Épuration » et « le Déléataire Collecte »,

de troisième part,

La **Compagnie des Eaux et de l'Ozone - Procédés MP Otto (CEO)**, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le siège social est sis 21 rue de la Boétie 75008 Paris, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 800 043 895, représentée par Monsieur Olivier CAVALLO, Directeur du Territoire Var Provence Méditerranée, dûment habilité à cet effet, et ci-après désignée par « l'Exploitant Eau ».

de quatrième part,

IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Les services publics de l'eau potable, de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées sont, sur le territoire de la Commune de SAINT-MANDRIER-SUR-MER, organisés comme suit :

- Distribution publique d'eau potable : la société CEO est gestionnaire délégué sur le territoire de la Commune de SAINT-MANDRIER-SUR-MER aux termes d'une convention sous forme de délégation du service public pour l'exploitation du service de l'eau potable visée par l'autorité préfectorale le 18 décembre 2012 ; elle est à ce titre désignée ci-après par « l'Exploitant Eau » ;
- La société CEO est gestionnaire délégué de la Métropole aux termes d'une convention visée par l'autorité préfectorale le 1^{er} décembre 2015 ; elle est à ce titre désignée ci-après par « le Déléataire Collecte » ;
- Transport des eaux usées : la Société Chateaubanne est délégataire de la Métropole aux termes d'une convention relative à la réhabilitation et à l'exploitation de la galerie de Transport des eaux usées et ses ouvrages annexes depuis Lagoubbran jusqu'à Amphitria visée par l'autorité préfectorale le 6 janvier 2014 ; elle est à ce titre désignée ci-après par « le Déléataire Transport ».
- Épuration des eaux usées : la société CEO est gestionnaire délégué de la Métropole aux termes d'une convention visée par l'autorité préfectorale le 15 mars 2016 ; elle est à ce titre désignée ci-après par « le Déléataire Épuration ».

La Métropole a demandé, ainsi que prévu par l'article R2224-19-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, à ce que le recouvrement de la redevance d'assainissement métropolitaine (part Collecte, part Épuration, part Transport et part métropolitaine) sur le territoire de la Commune soit effectué sur la même facture que celle du service de distribution publique d'eau potable.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1

Objet de la présente convention et définition

1.1 Objet

La présente convention a pour objet de définir les principes et les modalités selon lesquels, à la demande de la Métropole, l'Exploitant Eau procédera, dans le cadre des dispositions de l'article R2224-19-7 du CGCT, à l'établissement de la facturation et au recouvrement de la redevance d'assainissement métropolitaine sur le territoire de la Commune.

De même, l'Exploitant Eau fera son affaire de la facturation, du recouvrement et du reversement de la redevance pollution et de la redevance pour modernisation des réseaux d'assainissement, ainsi que de toutes taxes ou redevances qui viendraient s'y substituer ou s'y ajouter.

1.2 Définition

Les parties s'accordent sur les définitions suivantes pour l'application de la présente convention :

- **Branchement eau potable de référence** : branchement eau potable utilisé pour établir le volume facturé,
- **Branchement assainissement** : dispositif raccordant les installations privées à la canalisation publique d'assainissement, en passant par la boîte de raccordement qui sépare la partie privée de la partie publique du branchement.

Le branchement assainissement peut présenter les caractéristiques suivantes :

- Le branchement est raccordé : les installations privées sont raccordées (conformément à la réglementation) à la canalisation publique,
- Le branchement est raccordable : les installations privées ne sont pas raccordées ou sont mal raccordées (raccordement non conforme à la réglementation) à la canalisation publique,
- Le branchement est non raccordé autorisé : les installations privées ne sont pas raccordées à la canalisation publique par autorisation de la Collectivité.
- **Date de mise en service** : date à laquelle le branchement est raccordé.
- **Redevance d'assainissement** : correspond à la part délégataire et, le cas échéant, la (les) part(s) collectivité(s) ainsi qu'à la TVA perçues en contrepartie du service de l'assainissement pour les branchements raccordés.
- **SI** : Système d'Information de gestion clientèle.

Dans les immeubles collectifs d'habitation ou les ensembles immobiliers de logements ayant opté pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau, un branchement eau potable de référence dessert l'ensemble des abonnés individuels de l'immeuble et les factures sont établies sur la base des volumes d'eau enregistrés aux compteurs individuels et au compteur général d'immeuble. En ce cas, à une même adresse de branchement sont associés plusieurs clients redevables des redevances d'assainissement.

Article 2

Obligations de la Métropole

La Métropole donne son accord pour que la facturation de la redevance d'assainissement métropolitaine (part Collecte, part Épuration, part Transport et part métropolitaine) soit effectuée par l'Exploitant Eau en même temps que les sommes afférentes à l'eau potable et mandate à cet effet l'Exploitant Eau. Ce mandat pourra être résilié dans les conditions de l'Article 10.

En cas de changement d'Exploitant Eau, la Métropole s'oblige à substituer le nouveau délégataire à l'ancien dans l'exécution de la présente convention dans un délai tel qu'il n'y ait pas d'interruption dans les facturations et les paiements et dans les mêmes conditions financières pour la Métropole et ses délégataires Collecte, Transport et Épuration.

Dans tous les cas, un avenant constatera l'adhésion du nouvel exploitant.

En cas de mise en régie ou de reprise en régie par la Métropole du service eau potable, la Métropole s'engage à se substituer à l'Exploitant Eau dans l'exécution de la présente

convention et à appliquer des termes et conditions afférents à la facturation, à la périodicité et au recouvrement des redevances eau potable au moins aussi favorables pour les Déléataires d'assainissement et pour la Métropole, que ceux stipulés dans la convention de délégation eau potable précédemment en vigueur (notamment en ce qui concerne les périodicités de facturation et les délais de paiement).

Article 3

Champ d'application

Toutes les personnes physiques ou morales raccordées au réseau d'assainissement collectif de la Métropole sont assujetties à la redevance d'assainissement métropolitaine, pour un nombre de m³ identique à celui facturé au titre du service de distribution d'eau potable, conformément aux dispositions de l'article R 2224-19-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, excepté cas particuliers prévus à l'article 7.

Article 4

Gestion des clients redevables

4.1 Nouveau branchement assainissement

L'Exploitant Eau est tenu, lors de la demande d'un devis pour la réalisation d'un nouveau branchement d'eau potable, d'informer le demandeur, dès que possible et au plus tard à l'établissement du devis, de la nécessité de prendre contact avec le Déléataire Collecte pour l'évacuation de ses eaux usées.

Par ailleurs, une fois par semestre, l'Exploitant Eau communique au Déléataire Collecte et à la Métropole les coordonnées des clients ayant commandé un nouveau branchement eau ou souscrit un abonnement pour une nouvelle construction afin que Déléataire Collecte puisse, si besoin, transmettre au client toute information utile en matière d'assainissement.

4.2 Usagers non domestiques

La Métropole communique au Déléataire Collecte la liste des usagers non domestiques ayant été audités et bénéficiant d'une Autorisation de Rejet. Celle-ci peut prévoir un coefficient de pollution (Cp), applicable à la redevance d'assainissement, déterminé selon les caractéristiques de l'effluent rejeté par l'établissement concerné.

4.3 Résiliation du contrat d'abonnement au service de l'eau

A la résiliation du contrat d'abonnement au service de l'eau, l'Exploitant Eau émet une facture d'arrêt de compte tant pour le service de l'eau que pour celui de l'assainissement.

Article 5

Facturation de la redevance d'assainissement métropolitaine

L'Exploitant Eau respectera les dispositions réglementaires en vigueur, relatives à la présentation des factures d'eau et d'assainissement aux usagers.

La redevance d'assainissement métropolitaine comprend les éléments suivants :

- La rémunération revenant au Délégataire Collecte, en application de la convention le liant à la Métropole ;
- La rémunération revenant au Délégataire Épuration, en application de la convention le liant à la Métropole ;
- La rémunération revenant au Délégataire Transport, en application de la convention le liant à la Métropole ;
- La part métropolitaine, due à la Métropole ;
- La Taxe sur la Valeur Ajoutée grevant l'ensemble des éléments précités.

La redevance d'assainissement métropolitaine ci-dessus visée sera facturée par l'Exploitant Eau à l'occasion des facturations qu'il établira en application du contrat de délégation le liant avec la Métropole pour la fourniture d'eau potable.

En conséquence, la périodicité de la facturation et de paiement de la redevance d'assainissement métropolitaine est celle des factures d'eau potable.

Dans la perspective de l'élaboration de ces facturations, l'Exploitant Eau communiquera, dans les 15 jours suivant la conclusion de la présente convention, les dates de début et de fin des périodes de facturation au Délégataire Collecte, au Délégataire Transport et au Délégataire Épuration. En cas de changement des dates de début ou de fin des périodes de facturation, l'Exploitant Eau informera le Délégataire Collecte, le Délégataire Transport et le Délégataire Épuration des nouvelles dates, au moins [45] jours avant la date de début de première période de facturation bénéficiant des nouvelles dates de début et de fin.

La Métropole notifiera à l'Exploitant Eau et au Délégataire Épuration, 15 jours au moins avant les dates du début de ces périodes, le barème à appliquer pour la redevance d'assainissement métropolitaine en ce qui concerne la part métropolitaine.

Le Délégataire Épuration notifiera à l'Exploitant Eau, 15 jours au moins avant les dates du début de ces périodes, le barème à appliquer pour la redevance d'assainissement métropolitaine en ce qui concerne la part Délégataire Épuration.

Le Délégataire Collecte notifiera à l'Exploitant Eau, 15 jours au moins avant les dates du début de ces périodes, le barème à appliquer pour la redevance d'assainissement métropolitaine en ce qui concerne la part Délégataire Collecte. Il notifiera également la liste des usagers non domestiques titulaires d'une Autorisation de Rejet et le coefficient de pollution (Cp) qui leur est applicable.

Le Délégataire Transport notifiera à l'Exploitant Eau, 15 jours au moins avant les dates du début de ces périodes, le barème à appliquer pour la redevance d'assainissement métropolitaine en ce qui concerne la part Délégataire Transport.

En l'absence de notification dans les délais ci-dessus définis, le barème retenu pour la facturation sera le dernier barème précédemment notifié.

L'Exploitant Eau s'oblige à distinguer la redevance d'assainissement métropolitaine des autres rubriques de la facture, et fera apparaître clairement sur la facture adressée aux usagers chacun des éléments ci-dessus décrits cette redevance.

L'Exploitant Eau effectuera la facturation de cette redevance à l'ensemble des usagers redevables de la redevance d'assainissement au sens des dispositions réglementaires en vigueur pour l'ensemble des factures émises, par lots ou isolés.

L'Exploitant Eau remettra au Délégué Collecte, dans un délai de 15 jours à compter du terme de chaque période de facturation et pour la période considérée, un état sur lequel figureront les éléments suivants :

- Le nombre d'usagers facturés ;
- Le volume soumis à la redevance d'assainissement métropolitaine, y compris cas particuliers (usagers alimentés par une autre source que le réseau public d'eau potable, usagers bénéficiant d'un écrêtement après fuite) ;
- Le tarif unitaire hors taxes de la redevance d'assainissement métropolitaine, pour ce qui concerne la part Délégué Collecte ;
- Le montant total hors taxes facturé au titre de la redevance d'assainissement métropolitaine, pour ce qui concerne la part Délégué Collecte ;
- Le montant de la TVA grevant le montant ci-dessus ;
- La liste des usagers assujettis à la redevance assainissement ;
- La liste des usagers non assujettis à la redevance d'assainissement.

L'Exploitant Eau remettra par ailleurs au Délégué Épuration, dans un délai de 15 jours à compter du terme de chaque période de facturation et pour la période considérée, un état sur lequel figureront les éléments suivants :

- Le nombre d'usagers facturés ;
- Le volume soumis à la redevance d'assainissement métropolitaine, y compris cas particuliers (usagers alimentés par une autre source que le réseau public d'eau potable, usagers bénéficiant d'un écrêtement après fuite) ;
- Le tarif unitaire hors taxes de la redevance d'assainissement métropolitaine, pour ce qui concerne la part Délégué Épuration ;
- Le tarif unitaire hors taxes de la redevance d'assainissement métropolitaine, pour ce qui concerne la part métropolitaine ;
- Le montant total hors taxes facturé au titre de la redevance d'assainissement métropolitaine, pour ce qui concerne la part Délégué Épuration ;
- Le montant de la TVA grevant le montant ci-dessus ;
- Le montant total hors taxes de la redevance assainissement métropolitaine, pour ce qui concerne la part revenant à la Métropole ;
- Le montant de la TVA grevant le montant ci-dessus ;
- La liste des usagers assujettis à la redevance assainissement ;
- La liste des usagers non assujettis à la redevance d'assainissement.

L'Exploitant Eau remettra au Délégué Transport, dans un délai de 15 jours à compter du terme de chaque période de facturation et pour la période considérée, un état sur lequel figureront les éléments suivants :

- Le nombre d'usagers facturés ;
- Le volume soumis à la redevance d'assainissement métropolitaine, y compris cas particuliers (usagers alimentés par une autre source que le réseau public d'eau potable, usagers bénéficiant d'un écrêtement après fuite) ;
- Le tarif unitaire hors taxes de la redevance d'assainissement métropolitaine, pour ce qui concerne la part Déléataire Transport ;
- Le montant total hors taxes facturé au titre de la redevance d'assainissement métropolitaine, pour ce qui concerne la part Déléataire Transport ;
- Le montant de la TVA grevant le montant ci-dessus ;
- La liste des usagers assujettis à la redevance assainissement ;
- La liste des usagers non assujettis à la redevance d'assainissement.

L'Exploitant Eau transmet dans le même temps l'ensemble de ces informations à la Métropole.

Article 6

Modalités d'encaissement et de reversement

L'Exploitant Eau encaisse la redevance d'assainissement métropolitaine en même temps et dans les mêmes conditions que l'ensemble des autres éléments facturés à travers les factures relatives à la fourniture d'eau. Le délai de paiement des factures est de 15 jours à compter de l'émission de la facture.

La redevance ainsi encaissée par l'Exploitant Eau est reversée dans un délai de 2 mois après la facturation émise, sauf disposition différente prévue à la convention de délégation du service des eaux :

- Au Déléataire Collecte : la rémunération du Déléataire Collecte et la TVA correspondante ;
- Au Déléataire Épuration : la rémunération du Déléataire Épuration et la TVA correspondante ainsi que la part métropolitaine et la TVA correspondante.
- Au Déléataire Transport : la rémunération du Déléataire Transport et la TVA correspondante.

Les créances irrécouvrables seront justifiées par un état des sommes non encaissées, établi par l'Exploitant Eau et accompagnant le reversement, sur lequel figureront les renseignements suivants :

- Période de facturation ;
- Nom de l'utilisateur ;
- Montant facturé au titre de l'assainissement (selon les cas : part Collecte, part Épuration, part Transport et part métropolitaine) ;
- Motif de la proposition de mise en non-valeur.

L'Exploitant Eau tiendra à la disposition des Déléataires Collecte, Transport et Épuration toutes pièces justificatives dont ces derniers désireraient prendre connaissance pour constater le bien-fondé de l'établissement des reversements effectués.

Toute somme reversée en retard par rapport aux délais ci-dessus, donnera lieu au paiement d'une pénalité de retard calculée *prorata temporis* de sa date d'exigibilité jusqu'à sa date de paiement effectif égale au taux appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts de retard ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Dans l'hypothèse d'un paiement partiel d'une facture par un usager, il sera alloué au Déléataire Collecte, au Déléataire Transport, au Déléataire Épuration et à l'Exploitant Eau une somme correspondant au prorata des sommes qui leur reviennent au titre de la facture concernée.

Les Déléataires Collecte, Transport et Épuration disposent de la faculté de recouvrer par les voies qu'ils choisiront les créances constatées comme irrécouvrables par l'Exploitant Eau. Au cas où ils parviendraient in fine à recouvrer certaines de ces créances, le montant de ces dernières viendra abonder le reversement effectué à la Métropole, et sera repris à concurrence des sommes dues leur revenant dans le décompte suivant.

Article 7

Cas particuliers

7.1 Usagers alimentés par une source autre que le réseau public de distribution d'eau potable

Pour les usagers alimentés en tout ou partie par une source autre que le réseau public de distribution d'eau potable, l'assiette de la redevance d'assainissement métropolitaine sera, ainsi que prévu par l'article R 2224-19-4 du CGCT, soit celle mesurée par un compteur installé et entretenu aux frais de l'usager, soit par défaut celle établie sur la base de critères définis par la Métropole.

L'Exploitant Eau établira la facture sur la base des volumes relevés sur le compteur du forage, d'alimentation en eau brute, ou en cas d'absence de comptage sur la base des conditions fixées au règlement du service de l'assainissement collectif (article 23). Le Déléataire Collecte communiquera à l'exploitant Eau les informations relatives aux usagers concernés.

L'Exploitant Eau encaisse également la redevance d'assainissement métropolitaine auprès des usagers non domestiques. Cet encaissement intervient selon les modalités fixées dans les Autorisations de Rejet, qui sont visées par la Métropole.

Les redevances ainsi encaissées par l'Exploitant Eau sont reversées selon les modalités visées à l'article 6 ci-dessus.

7.2 Écrêtements relatifs aux fuites après compteurs

Lorsque l'Exploitant Eau accorde à l'abonné d'un local d'habitation un écrêtement de sa facture d'eau potable dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur (III bis de l'article L.2224-12-4 du code général des collectivités territoriales), il effectue pour ce même abonné un écrêtement de sa facture d'assainissement à hauteur des volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur canalisation après compteur.

La Métropole a, par délibération n°21/06/62 du 25 mars 2021, étendu le dispositif d'écrêtement en cas de fuite d'eau accidentelle n'entraînant pas de rejet au réseau de collecte aux usagers exclus du dispositif Warsmann (seuil du double de la consommation moyenne non atteint, usagers ayant réalisé eux-mêmes la réparation de fuite sans attestation d'un professionnel, abonnements collectifs d'immeubles, locaux professionnels ou usagers non domestiques). L'écrêtement est accordé à l'abonné par décision du Président de la Métropole. Celle-ci est notifiée à l'Exploitant Eau, lequel procède alors à l'écrêtement de la facture d'assainissement dans les mêmes conditions.

L'Exploitant Eau transmet avec le décompte annuel au Déléataire Collecte, au Déléataire Transport et au Déléataire Epuration un compte-rendu des écrêtements effectués dans ces deux cas de figure. Les Déléataires Collecte, Transport, Épuration peuvent contrôler par sondage les écrêtements de l'année n et n-1 ainsi effectués en demandant une copie des pièces justificatives fournies par les abonnés.

Ces obligations font partie des prestations de base dont la rémunération est prévue à l'article 9.

Article 8

Retards de facturation

L'Exploitant Eau n'est pas tenu pour responsable des retards à la facturation ou à l'encaissement qui seraient provoqués par des causes indépendantes de sa gestion propre ; dans ce cas, il n'est pas tenu d'établir une facturation provisoire, ni une facturation spéciale pour la redevance d'assainissement métropolitaine.

Article 9

Rémunération

En contrepartie des charges qui lui incombent pour assurer la prestation visée par la présente convention, l'Exploitant Eau sera rémunéré par le Déléataire Collecte d'une part, par le Déléataire Transport et par le Déléataire Épuration d'autre part sur les tarifs de base R₀, R₁₀ et R₂₀, définis selon les conditions économiques du 1er janvier 2023, établis hors taxes et redevances :

R₀ = 0,55 € HT par facture émise pour les usagers raccordés au service public de distribution d'eau potable ;

$R1_0 = 7,22 \text{ € HT}$ par facture émise pour les usagers non raccordés au service public de distribution d'eau potable ;

$R2_0 = 7,22 \text{ € HT}$ par facture émise pour les usagers non domestiques faisant l'objet d'une Autorisation de Rejet avec coefficient de pollution (C_p) différent de 1,00.

Les parties conviennent de réviser une fois par an, au 1^{er} janvier, les tarifs de base ci-dessus.

Les tarifs de l'Exploitant Eau R_n , $R1_n$ et $R2_n$ effectivement appliqués chaque année seront déterminés par application des formules de variation suivantes aux tarifs de base R_0 , $R1_0$ et $R2_0$:

$$\begin{aligned} R_n &= R_0 \times K \\ R1_n &= R1_0 \times K \\ R2_n &= R2_0 \times K \end{aligned}$$

Avec :

$$K = 0,15 + 0,85 (\text{ICHT-E} / \text{ICHT-E}_0)$$

Dans cette formule, ICHT-E représente la valeur au 1^{er} jour de l'année considérée de l'indice du coût horaire du travail – production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution, établi par l'INSEE, et ICHT- E_0 représente la valeur de ce même indice au 1er janvier 2023, soit 127,4.

Dans le cas où l'indice ICHT-E cesserait d'être publié, les parties, sur proposition de l'Exploitant Eau, s'accorderont par simple échange de courrier sur son remplacement par un indice équivalent.

L'Exploitant Eau émet une facture de rémunération de sa mission, assise sur le nombre de factures émises à l'émission de chaque reversement. Cette facture est réglée par chacun des Déléataires Collecte, Transport et Épuration dans un délai de 14 jours. Toute somme reversée en retard par rapport aux délais ci-dessus, donnera lieu au paiement d'une pénalité de retard calculée *prorata temporis* de sa date d'exigibilité jusqu'à sa date de paiement effectif égale au taux appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts de retard ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Article 10

Manquement de l'Exploitant Eau

En cas de manquement de l'Exploitant Eau dans ses obligations de facturation et de recouvrement auprès des usagers des redevances assainissement ou de reversement auprès du Déléataire Épuration, du Déléataire Transport et du Déléataire Collecte au titre de la présente convention, la Métropole, le Déléataire Collecte, le Déléataire Transport et le Déléataire Épuration s'engagent à se concerter dans les plus brefs délais afin de déterminer les mesures à prendre pour remédier au manquement de l'Exploitant Eau.

A la suite de cette période de concertation qui ne pourra excéder un (1) mois à compter de la constatation du manquement concerné, la Métropole s'engage à prendre toutes les mesures appropriées pour faire cesser le manquement de l'Exploitant Eau.

Ne constitue pas un manquement, un retard de facturation suite à l'absence de notification par la Métropole, le Délégué Collecte, le Délégué Transport ou le Délégué Epuration des tarifs à appliquer.

Si nécessaire, (i) la Métropole s'engage à résilier le mandat conféré à l'Exploitant Eau aux termes de l'Article 2 et (ii) la Métropole et ses délégués s'engagent à retirer l'accord donné à l'Exploitant Eau mentionné à l'Article 2 ci-dessus et à mettre en œuvre, dans les meilleurs délais, afin d'éviter toute interruption du service et de la facturation, une facturation de la redevance assainissement indépendamment de la facturation eau, étant précisé que la mise en place de cette facturation indépendante sera sans préjudice des paiements restant à effectuer à cette date.

En cas d'ouverture d'une procédure collective à l'encontre de l'Exploitant Eau, la Métropole, le Délégué Collecte, le Délégué Transport et le Délégué Epuration s'engagent à mettre en œuvre dans les mêmes conditions que celles visées ci-dessus, une facturation de la redevance assainissement indépendamment de la facturation eau.

Article 11

Impayés, recouvrement et instruction des litiges

En aucun cas, l'Exploitant Eau ne peut être tenu pour responsable vis-à-vis des Délégués Collecte, Transport, Epuration du non-paiement des redevances d'assainissement collectif par les abonnés.

L'Exploitant Eau applique ses procédures de recouvrement sur les factures sans distinction des parts à recouvrer. Il a la possibilité de recourir à des sociétés de recouvrement.

Lorsque l'Exploitant Eau aura épuisé l'ensemble des recours, et lorsqu'il décide l'abandon de créance pour sa part eau potable, l'ensemble des sommes impayées en eau et assainissement portées sur la facture sera annulé dans la comptabilité de l'Exploitant Eau. Une liste des abonnés concernés par la redevance prévue dans la présente convention avec le détail des sommes abandonnées sera communiquée aux Délégués Collecte, Transport, Epuration ainsi qu'à la Métropole afin qu'ils puissent entreprendre à leurs frais, toutes démarches qu'ils jugeront nécessaires afin de recouvrer ces sommes.

Cette procédure s'applique également pour les abandons de créance au titre du FSL. La liste des abonnés et le montant des parts assainissement abandonné au titre de la participation FSL sont transmis aux Délégués Collecte, Transport, Epuration ainsi qu'à la Métropole lors de l'établissement du décompte annuel.

En cas de paiement partiel, sauf demande spécifique du client, le montant du règlement est imputé au prorata des redevances facturées.

Si l'Exploitant Eau parvient à encaisser ultérieurement une somme figurant à cet état des impayés, il doit en informer les Déléataires Collecte, Transport, Épuration ainsi que la Métropole au moment du décompte annuel. Les sommes ainsi encaissées avec retard ainsi que les pénalités éventuelles prévues par la réglementation, sont ajoutées par l'Exploitant Eau au versement du décompte annuel suivant et font l'objet d'une ligne spéciale sur l'état global correspondant.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications relatives au service de l'assainissement présentées par les clients sont instruites et traitées par les Déléataires Collecte, Transport, Épuration. En cas de réception d'une réclamation de ce type par l'Exploitant Eau, celui-ci informe le client des coordonnées des Déléataires Collecte, Transport, Épuration et transmet sans délai aux Déléataires Collecte, Transport, Épuration toutes les correspondances relatives au service de l'assainissement (demandes d'informations, réclamations, contestations...) qui lui sont le cas échéant adressées.

Les Déléataires Collecte, Transport, Épuration garantissent l'Exploitant Eau contre tout recours qui serait exercé à son encontre par des clients du service de l'assainissement, à l'exception d'un manquement de l'Exploitant Eau aux obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

Les Déléataires Collecte, Transport, Épuration conservent l'entière responsabilité des obligations relatives à l'exécution de leur contrat de délégation pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif et, en particulier, l'ensemble des obligations fiscales notamment celles relatives à la Collecte et à la déclaration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Article 12

Modification des termes et conditions de facturation et de recouvrement de la délégation eau potable

La Métropole, en tant qu'autorité délégante du service eau potable s'engage à ne pas modifier de manière défavorable pour le Déléataire Collecte, le Déléataire Transport et le Déléataire Épuration les termes et conditions afférents à la facturation, à la périodicité, au recouvrement et au reversement des redevances stipulés dans la convention de délégation eau potable (notamment en ce qui concerne les périodicités de facturation, les délais de paiement, et le coût de ces facturations).

Dans l'hypothèse où une nouvelle convention de délégation eau potable serait conclue, la Métropole s'engage à ce que les termes et conditions afférents à la facturation, à la périodicité, au recouvrement et au reversement des redevances stipulés dans la nouvelle convention de délégation eau potable soient au moins aussi favorables pour le Déléataire Collecte, le Déléataire Transport et le Déléataire Épuration que ceux stipulés dans la convention de délégation eau potable précédemment en vigueur (notamment en ce qui concerne les périodicités de facturation, le coût de la facturation et les délais de paiement).

Article 13

Dispositions diverses

Les signataires de la présente convention s'engagent à collecter, traiter, utiliser et transférer les données personnelles dans le respect de la réglementation applicable en la matière, à savoir le Règlement européen Général sur la Protection des Données 2016/679 ("RGPD") et toutes les lois ou réglementations ratifiant, transposant ou complétant le RGPD, ainsi que les lignes directrices, recommandations ou codes de bonnes pratiques émis par les autorités de protection des données.

Chacun des signataires se réserve la possibilité de vérifier auprès des autres que ces obligations ont bien été remplies.

Article 14

Litiges

En cas de litige concernant les conditions d'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à se réunir pour trouver un accord amiable. A défaut d'accord entre les parties, le conflit sera porté devant le tribunal ou les autorités compétentes par la partie la plus diligente.

Article 15

Dispositions antérieures

La présente convention se substituera dès son entrée en vigueur à toutes autres conventions antérieures liant les parties pour un même objet.

Par ailleurs, les parties s'accordent à reconnaître que les dispositions de la présente convention prévalent sur celles, éventuellement différentes, contenues dans les contrats de délégation de service public pouvant lier certaines des parties en présence, pour la gestion des services d'eau des communes ou pour la gestion des services d'assainissement, Collecte, Transport ou Épuration, de la Métropole. Le cas échéant, ces parties conviennent de modifier ultérieurement, en tant que de besoin, le lien les unissant.

Article 16

Entrée en vigueur et durée

La présente convention entrera en vigueur dès sa notification aux signataires après transmission au contrôle de légalité par la Métropole.

Pour les Déléataires Eau, Collecte, Transport et Épuration la présente convention expire à la date de fin de leur contrat de délégation respectif (sans préjudice des paiements restant à effectuer à cette date ou des facturations restant à effectuer *prorata temporis*).

Fait en 4 exemplaires originaux
A Toulon, le

Pour la Métropole,

le Président
Jean-Pierre GIRAN

Pour l'Exploitant Eau

Olivier CAVALLO

Pour le Déléataire Collecte
et le Déléataire Épuration

Olivier CAVALLO

Pour le Déléataire Transport

Maximin BESSI